

Retour au Nigeria

Native Maqari

10 juillet 2017

Texte paru dans le n° 2 de la revue *Ballast* (printemps 2015)

Janvier 2015. Au Nigeria — pays d'Afrique de l'Ouest de 186 millions d'habitants —, les élections présidentielles battaient leur plein : Goodluck Jonathan face à Muhammadu Buhari. Le premier régnait à la tête de l'État depuis 2007 ; le second, ancien putschiste, présida le Conseil militaire suprême dans les années 1980. L'auteur revenait pour l'occasion sur ses terres natales, tandis que les gangs salafistes de Boko Haram y semaient le chaos, avant de rallier Daech, et qu'on abattait, à Paris, la rédaction de Charlie Hebdo. Carnet de bord. ≡ Par Native Maqari



1985, Katsina, au nord du pays.

« Gauche, droite, gauche, droite ! » Mets un t-shirt blanc, un béret vert et un short assorti. Mets le bracelet vert et blanc qui témoigne de ta loyauté envers le régime militaire ; et marche ! Marche vers le peloton d'exécution et prends-en de la graine : voilà une précieuse leçon de vie ! Va voir comment ça meurt, un homme mauvais ! Je me



souviens encore de la voix de l'officier qui agitait son fouet pendant que nous marchions en direction du terrain de polo, non loin du palace de l'Émir. Si l'un de nous sortait du rang ou rompait la formation, le fouet frappait sans crier gare. Non, nous n'étions pas des prisonniers, ni de guerre ni d'aucune sorte. Nous étions des élèves d'école primaire en route pour une exécution publique de criminels. Le plus âgé d'entre nous n'avait pas douze ans. J'en avais cinq.

C'était la première fois que je voyais un homme mourir. Deux ans auparavant, un jeune colonel (du nom de [Muhammadu Buhari](#)) avait renversé le gouvernement démocratiquement élu de Shehu Shagari et déclaré la *War Against Indiscipline* (« la guerre contre l'indiscipline ») — la WAI, pour faire court. Buhari tenta d'appliquer la discipline militaire à la nation tout entière : doubler dans une queue à une station de bus était puni de vingt coups de fouet ; un fonctionnaire devait réaliser un certain nombre de sauts de grenouille s'il arrivait en retard à son travail ; fumer un joint coûtait quelques années de prison ; posséder de la cocaïne envoyait au peloton dans les plus brefs délais. Quant à nous, petits écoliers, il nous fallait assister aux exécutions publiques. C'était un ordre de Buhari. La mise à mort de criminels possédait quelques vertus pédagogiques — à commencer par nous faire comprendre ce qu'il adviendrait de nous si, par je ne sais quel hasard, nous décidions d'emprunter pareille voie...

« Les officiers s'approchaient, plaçaient des sacs de riz en toile de jute marron sur leurs têtes ; le peloton d'exécution se mettait à genoux, à quelques mètres d'eux, et, au dernier coup de sifflet, ils pressaient la détente. »

Nous devions nous asseoir sur les gradins, à approximativement 150 ou 200 mètres d'une ligne de barils d'essence remplis de sable et peints aux couleurs nationales : vert, blanc, vert. L'officier au fouet nous avait fait savoir que les barils étaient remplis de sable car l'armée utilisait des balles spéciales pour les criminels. J'ai découvert bien plus tard à quel point elles étaient spéciales. Les cérémonies commençaient par une distribution de bracelets en perles vertes, blanches et vertes, par des femmes volontaires. Les perles étaient appelées *da'a*, un mot hausa qui signifie « discipline ». C'était à la fois un rappel de l'exécution et une preuve de participation, afin de montrer que le porteur dudit bracelet n'avait pas manqué l'événement. Puis, de la musique beuglait à travers les porte-voix accrochés aux poteaux de but. Toujours cette même musique du chanteur de folk populaire Dankwairo. Le refrain, des plus accrocheurs, était obsédant : « Guerrrrrrre contre l'indiscipliiiiineeeee. Aucune condition n'est permanente ».



La voix *mezzo-soprano* de Dankwairo crépitait. Il avait un fort accent hausa. Soudain, le sifflet retentissait et la foule se taisait aussitôt. Le peloton d'exécution s'avancait — une douzaine d'hommes en uniforme vert foncé armés d'AK-47. Peu importait le nombre de criminels : il y avait toujours douze hommes pour s'en occuper. Bien plus tard, on m'en a expliqué la raison : une ou deux armes contenaient des balles à blanc mais les tireurs ne savaient pas lesquelles — chacun pouvait dès lors s'imaginer que son arme n'était coupable de rien...

Les criminels étaient gardés dans les écuries jusqu'à ce que les soldats soient prêts. Ensuite, ils marchaient à genoux, attachés au niveau du buste aux barils d'essence. Ils avaient généralement déjà subi bien des blessures en détention (ou peut-être lors de leur arrestation). Ils se voyaient offrir un dernier repas, qu'ils refusaient le plus souvent (et toujours à ma grande déception !). Les plus vieux nous racontaient des histoires folles de criminels magiciens et de durs à cuire qui demandaient une dernière cigarette, prenaient une bouffée puis, lorsqu'ils soufflaient la fumée, se transformaient eux-mêmes en fumée avant de disparaître. D'autres demandaient de l'eau puis se dissolvaient en buvant une gorgée. D'autres encore, les plus intrépides, s'envolaient purement et simplement, comme ça, sous les yeux du stade tout entier. Je n'eus jamais cette chance : la plupart des hommes que j'ai vus étaient déjà blessés, détruits et même à moitié morts. Ils bafouillaient leurs derniers mots de repentance ou juraient de se racheter, suppliant, afin d'être épargnés. Les officiers s'approchaient, plaçaient des sacs de riz en toile de jute marron sur leurs têtes ; le peloton d'exécution se mettait à genoux, à quelques mètres d'eux, et, au dernier coup de sifflet, ils pressaient la détente, se levaient et se tenaient au garde-à-vous pendant que les docteurs se précipitaient vérifier les corps. Je n'ai jamais vu personne avoir besoin d'être tué une seconde fois. Mais ce qui me marqua le plus était la quantité de sang qui recouvrait les barils une fois les corps retirés. La partie blanche des couleurs nationales était désormais complètement rouge.

À cette époque, je ne connaissais pas encore le mot « ironique » mais je trouvais bizarre que le blanc du drapeau signifiât « paix ». « Pourquoi autant de sang alors que les trous sont à peine visibles ? », demandais-je un jour à mon grand frère. Il répondit sans hésiter, comme un vétéran, un habitué des exécutions publiques : « À cause des balles spéciales. » Toujours perplexe, je demandai : « Quelles balles spéciales ? – Balles *dum-dum*, fit-il. Ce sont des balles spéciales qui entrent dans le corps normalement mais explosent quand elles en sortent. » Il était amusé ; j'étais horrifié et cela devait l'amuser plus encore. C'était en 1985 et, quelques mois plus tard, Buhari fut renversé puis arrêté par l'un des ses vieux amis de l'armée.



Muhammadu Buhari, au centre (DR)

*

Vingt-neuf ans plus tard, à Lagos.

J'arrive à l'aéroport de Murtala. En sortant, partout autour, il y a d'immenses affiches de Muhammadu Buhari. Sous sa photographie, visible de loin, un slogan : « LE CHANGEMENT ». J'ai du mal à mettre le doigt sur ce qui me gêne le plus : est-ce le fait qu'il n'y ait aucune trace du dictateur dans ce portrait ? Buhari, arborant un sourire paternel, semble vieux et sage. Ce n'est pas l'homme qui a causé mes traumatismes d'enfance que j'ai sous les yeux, mais un gentleman charismatique qui propose très simplement « LE CHANGEMENT » à la Nation. Pour les Nigériens de ma génération, le nom de Buhari évoque le début des années sombres. L'ère de la WAI... Pourtant, je dois admettre que je ne suis pas surpris : oui, Buhari est devenu une personnalité très populaire. Pour tous ceux qui, contrairement à moi, sont restés au Nigéria, il n'était qu'un commencement. Sont venus après lui dictateurs, faux démocrates et autres marionnettes de l'État — tous plus corrompus les uns que les autres. On a menti tant de fois aux Nigériens que la vérité n'est sans doute plus leur affaire. Ils ont perdu toute foi en l'actuel gouvernement de [Goodluck Jonathan](#). La boucle est bouclée : ils ont décidé de donner une seconde chance à Buhari.

C'est une toute nouvelle image de lui qu'on nous montre. Pensée et conçue par la même équipe qui s'occupa de la campagne politique de Barack Obama. Les questions se bousculent, toutefois. Comment un type comme Buhari peut-il apparaître comme un bon choix, une solution, un espoir ? Les Nigériens sont-ils tous prêts à oublier son passé de despote pour donner, cette fois, une chance à la démocratie ? Je sors mon carnet de notes et mon dictaphone pour essayer, au hasard des routes et des rencontres, d'y voir plus clair...



*

Ademola B est conducteur de taxi dans l'État d'Ogun.

- C'est ton taxi ou tu le loues ? lui demandé-je.
- Non, c'est le mien. J'ai fini de le payer.
- Les élections arrivent, pas vrai ?
- Oui, en février.
- Pour qui tu vas voter ?
- Pour Goodluck Jonathan.
- Pourquoi ?
- C'est le bon gars.
- Donc tu n'aimes pas Buhari ?
- Pas du tout.
- Et pourquoi ça ?
- Parce qu'il va emmener ce pays dans la guerre civile. C'est lui qui finance Boko Haram.
- Vraiment ? Et comment tu sais ça ?
- On le sait. Tout le monde sait ça. (Il commence à s'agiter.) Lorsqu'il a perdu les élections en 2011, il a juré qu'« ils rendraient le pays ingouvernable » : qu'est-ce que ça signifie ?
- Je ne sais pas, tu vas me le dire.
- D'abord, il a pleuré comme une femmelette et puis il a dit ça. Maintenant Boko Haram tue des gens partout.
- Je pensais que Boko Haram était là depuis 2000.
- C'est vrai, mais maintenant ils sont plus forts parce qu'il les aide. La preuve, c'est que lorsque le gouvernement a décidé de bombarder Boko Haram, Buhari a dit qu'ils ne devraient pas faire ça. Comment t'appelles ça ?
- Tu vas me le dire...
- C'est simplement la preuve ! Buhari est Boko Haram ! Je vais voter pour le PDP¹ parce que Jonathan est notre homme.

*

Cinq jours plus tard. Il s'appelle Abdurrasak Babajide et lui aussi conduit un taxi.

- Ce n'est pas le mien, non ; je l'ai pendant deux semaines chaque mois, me répond-il.
- Combien tu dois payer par jour pour l'avoir ?
- Huit mille *nairas*.
- Et combien est-ce que tu dois faire ?
- Douze mille *nairas*.

- Ça fait combien ça, en dollars ?
- Je sais pas ; le dollar est fort en ce moment.
- J'ai obtenu 225 *nairas* pour un dollar aujourd'hui.
- Donc je dois faire environ 50 dollars par jour.
- Et tu vas aller voter ?
- Ouais, je vais voter Buhari.
- Pourquoi ?
- Parce que je soutiens l'APC, donc je vote pour mon candidat.
- Est-ce que tu te souviens de quand Buhari était au pouvoir ?
- Ouais, je me souviens. Les choses étaient bien, à l'époque : l'eau était buvable, les rues étaient propres, il y avait l'électricité, les choses fonctionnaient. Il n'a pas volé tout l'argent, lui. Il n'est pas un voleur. Il était dur, mais il n'était pas un voleur. Il a toujours possédé que deux maisons. Regarde ce Goodluck Jonathan : lui, il possède tout dans sa ville natale ! En l'espace de quatorze ans, son PDP n'a fait que voler l'argent du pétrole.
- Et si Buhari revenait en 2015 pour voler ce qu'il n'a pas pu prendre en 1985 ?
- Je ne sais pas... Il pourrait, c'est vrai. Mais je ne pense pas. Je pense qu'il veut corriger ses erreurs.



Damasak, au Nigeria (Emmanuel Braun/Reuters)

*

Nous voilà en 2015, justement. Depuis trois jours. Je discute avec un certain Martins, âgé de quarante-trois ans :

- Pour qui vas-tu voter ?
- Je ne sais pas, je ne pense pas aller voter.
- Ah ?
- Je ne suis pas inscrit. Ils nous ont donné qu'un week-end et il y avait trop de monde. Je



ne suis pas arrivé à me faire inscrire. Et quand ça a été mon tour, ils étaient à court de cartes... Ils ont dit que la commission électorale n'avait pas pu les livrer à temps.

- Et tu ne peux pas trouver un autre moyen, une autre occasion, de t'inscrire ?
- Non.
- Combien de gens sont dans ton cas ?
- Je ne sais pas, mais beaucoup d'entre nous.

*

Kayode est mécanicien. Il a vingt-huit ans.

- Moi, je vais voter pour Buhari.
- Et pourquoi ?
- Parce que c'est le seul qui va faire quelque chose avec Boko Haram. C'était un militaire, il sait comment s'adresser à eux.
- Pourtant, on m'a dit qu'il les finançait.
- Qui t'a dit ça ?
- Un chauffeur de taxi, l'autre jour.
- Pfff... C'est seulement de la désinformation du PDP. Juste des conneries. Certains d'entre eux vont même jusqu'à dire que Boko Haram n'existe pas ! Est-ce que tu crois ça, aussi ?
- Je ne sais pas trop ce que je crois, fais-je naïvement.
- Crois-moi : Boko Haram est réel et il n'y a que Buhari qui puisse en finir avec eux.

*

Un autre, un autre jour. Il se prénomme Chinedu et me dit tout de go qu'il ne sait pas encore pour qui voter.

- Tu es encore en train de réfléchir avant de te décider ?
- Non, ce n'est pas moi qui choisis, répond-il en ricanant.
- Mais qui, alors ?
- Mon patron. Il nous dit pour qui voter.
- Et combien de personnes travaillent pour lui ?
- 40, je dirais.
- Et vous votez tous pour celui qu'il choisit ?
- Oui, il nous le dit le jour de l'élection. On se retrouve tous le matin et il nous donne des enveloppes avec le nom du candidat.
- Mais personne ne te voit, dans l'isoloir : pourquoi tu ne changes pas de candidat au dernier moment ?

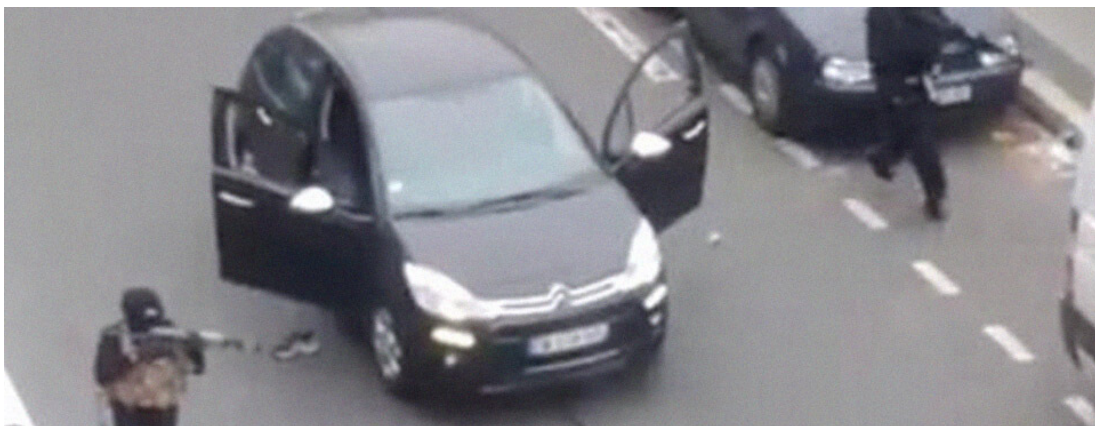
- Il n'y a pas d'isoloir. Nous y allons tous ensemble, donc les autres verront pour qui je vote...
- Et il se passerait quoi, s'ils lui disaient ?
- Le patron me dirait que l'entreprise n'a plus besoin de moi.

*

7 janvier.

Je prends un vol pour le nord du pays, tout en réfléchissant à mes dernières discussions. Que Boko Haram soit « une réalité », je n'en doutais pas ; je me demande en revanche de quelle manière cela va influencer sur l'issue des élections. L'organisation a intensifié ses attaques dans le nord-est du Nigeria ces derniers mois. C'est évident, au vu des convois de l'armée et du nombre de *checkpoints*, que le gouvernement les a dans le collimateur. En tout cas, ils mettent le paquet pour nous le faire croire.

Voilà deux jours que mon téléphone est à plat. Depuis que j'ai quitté Lagos, je n'ai pas pris la peine de le charger. Abuja est une ville PDP : elle est entièrement placardée d'affiches du président sortant. Abubakar, vieil ami du collège, est venu me chercher à l'aéroport. Nous prenons la route vers Zaria, après avoir rechargé nos téléphones dans une station-service. Sitôt allumé, le mien se met à sonner dans tous les sens : « T'es à Paris ? », « Tu as appelé la famille, tout va bien ? », « C'est la merde chez toi ! », etc. à peine le temps de lire un message qu'un autre arrive. « Merde, il se passe quoi à Paris ? » Merde, oui, que se passe-t-il à Paris, là où je vis désormais depuis quelques années ? « Ha, tu n'as pas vu les infos ? On a tiré sur les gens de *Charlie Hebdo*... » Je lis les informations que je trouve à propos des attaques en même temps que les réponses de mes amis français.



Attentats contre la rédaction de *Charlie Hebdo*



Ça fait maintenant une heure qu'on tente de quitter Abuja, mais toutes les sorties semblent bloquées par des convois militaires allant vers le nord. On passe la nuit entière à rouler derrière eux. Ils conduisent doucement. J'ai pu compter une soixantaine de *checkpoints* entre Zaria et Kaduna. Nous ne nous doutons pas un seul instant qu'une ville entière, tandis que nous discutons dans la voiture de *Charlie Hebdo*, est en train d'être rasée par Boko Haram — d'autant que nous roulons droit sur elle. Nous nous arrêtons pour acheter de la nourriture. Abubakar se gare sur le bord de l'autoroute. Quand je reviens, il n'est plus là ; je prends mon téléphone pour l'appeler quand deux soldats surgissent des buissons de l'autre côté de la route. Aussitôt, ils se mettent à me hurler dessus, ils veulent que je traverse l'autoroute. Je leur réponds que des voitures filent à toute allure et l'un d'eux arme son pistolet. Je traverse. Ces gars sont tendus. Je parviens finalement à retrouver Abubakar, qui m'explique que le secteur est devenu une zone militaire. Ça fait partie du plan de Goodluck Jonathan pour lutter contre le terrorisme.

« La presse internationale se charge, comme un seul homme, de faire passer Boko Haram pour une armée islamique qui ne s'en prend qu'aux minorités chrétiennes. »

Des massacres viennent d'avoir lieu à Baga, donc. Signés Boko Haram. Comme la plupart des Nigériens, le silence du monde me heurte. Je demande à mon frère : comment expliquer un tel manque d'empathie ? Il me répond que le pire n'est pas le silence, mais les comptes-rendus. La presse internationale se charge, comme un seul homme, de faire passer Boko Haram pour une armée islamique qui ne s'en prend qu'aux minorités chrétiennes. Dans les faits, c'est plutôt une bande de fous furieux qui visent toute personne, c'est-à-dire n'importe laquelle, ayant le malheur de croiser leur chemin. « Nous, me dit-il, les musulmans normaux, on est leur première cible ! C'est une des raisons pour lesquelles Jonathan perd le soutien des gens du Nord, en mettant en avant l'idée fausse qu'ils ne ciblent que les chrétiens. On va le virer de ses bureaux en février ! »

*

De retour à Lagos.

On m'a proposé de peindre à l'occasion d'une fête organisée par l'association Eti-Osa, qui s'engage pour les enfants défavorisés. Jide (c'est un faux nom), le directeur général, est bien luné. La période des élections, pour lui, c'est un salaire plus important. Les



politiciens ont besoin de petits chefs locaux pour asseoir leur popularité. Je l'interroge sur son rôle et, après quelques *shots* de Henessey, il se fait plus bavard. Il m'emmène dans une pièce à l'arrière de son bureau et me montre des affiches du APC, du PDP, des archives... Il me fait voir ensuite un lot d'une centaine de machettes toutes neuves, en me disant : « On a reçu ça, hier. » Avant d'ajouter, rassurant : « Mais j'espère qu'on en arrivera pas là, cette fois. »

Je quitte l'île de Lagos en espérant, en effet, qu'il serait mieux de ne pas en arriver là. Les deux dernières élections au Nigeria ont été sanglantes. Les deux partis sont sur les dents. Tous les coups sont permis. La course est serrée : le Nigeria reste avant tout le pays le plus riche d'Afrique. Je suis dans la maison du musicien [Fela Kuti](#) — elle est devenue un musée. Tandis que nous discutons boulot avec Kunle Kuti (*un des fils du célèbre musicien, ndlr*) son téléphone sonne. Il s'excuse et prend l'appel (il s'agit de sa sœur). En moins de deux secondes, son visage change du tout au tout. Ahuri, il se met à courir hors du bâtiment, me faisant signe de le suivre, tout en ne lâchant pas le téléphone. On se dirige vers un kiosque pour acheter le journal du soir. Il l'ouvre à la hâte et tombe sur le cahier central : il y a un portrait de Fela Kuti, que Buhari avait condamné à plusieurs années de prison en 1983. Une image bien connue, avec ses deux poings levés. Et, en guise de légende : « Vous souvenez-vous de Fela ? » Le PDP entend ainsi rappeler aux Nigériens le passé sombre du leader de l'APC. « Quelle bande de malins ! », s'exclame Kunle.

*

Les élections présidentielles se sont tenues le 27 mars, malgré un report d'un mois. Elles furent, d'après de nombreux observateurs, les plus transparentes de l'histoire du pays. Buhari l'emporta sur Jonathan : un raz-de-marée électoral. Sans une goutte de sang.

Photographie de couverture : Lagos, par Robin Hammond

1. People's Democratic Party.[↔]